



**PRÉFÈTE  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la  
protection des populations**

Service Protection de l'Environnement  
2 rue Pélissier  
CS 40400  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 30/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCIÉTÉ LAITIÈRE DES VOLCANS D'AUVERGNE**

THEIX  
63122 Saint-Genès-Champanelle

Références : [DDPP63 2026 00333](#)  
Code AIOT : 0005601360

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement SOCIÉTÉ LAITIÈRE DES VOLCANS D'AUVERGNE implanté THEIX 63122 Saint-Genès-Champanelle. L'inspection a été annoncée le 21/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection réalisée dans le cadre des contrôles spécifique liés à la gestion résiliente de la ressource en eau en lien avec les ICPE agricoles et agro-alimentaires, et prévue par l'instruction ministérielle DGPR (n°TEC2533476J) du 23 décembre 2025 dédiée aux actions nationales 2026.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIÉTÉ LAITIÈRE DES VOLCANS D'AUVERGNE
- THEIX 63122 Saint-Genès-Champanelle
- Code AIOT : 0005601360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de la Société Laitière des Volcans d'Auvergne (SLVA) est spécialisé dans la transformation de lait : réception, traitement et conditionnement.

En 2025, l'établissement a produit environ 86 000 tonnes de lait UHT (briques et bouteilles) pour différentes marques de la grande distribution.

Le site peut également être amené à recevoir et à conditionner de la crème.

Pour cette inspection, sont contrôlées, les conditions d'exploitation du forage assurant la production de l'eau potable du site pour différents usages :

- process laitier,
- lavages des citernes, des camions, des ateliers, des équipements et des sols,
- production de vapeur,
- laboratoire interne,
- eaux des sanitaires.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Eau Ouvrage Agri Agro / Bref SA
- Eaux souterraines
- Ouvrage hydraulique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Ouvrages Eau Agri Agro	Code de l'environnement du 26/07/2017, article R.181-13	Sans objet
2	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
3	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16	Sans objet
4	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 17	Sans objet
5	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
6	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
7	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
8	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations du forage sont exploitées conformément aux conditions réglementaires

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/07/2017, article R.181-13							
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2026, Déclaration du forage							
<b>Prescription contrôlée :</b>							
La demande d'autorisation environnementale comprend les éléments communs suivants :[...]							
<b>Constats :</b>							
<b>Conformité :</b>							
Par l'AP ARS n° 20211754 du 24 septembre 2021, la société SLVA est autorisée à utiliser l'eau du forage F1, situé à SAINT-GENES-CHAMPANELLE (63122), pour les usages suivants :							
<ul style="list-style-type: none"> <li>• process laitier,</li> <li>• lavage des ateliers, des équipements des sols,</li> <li>• production de vapeur,</li> <li>• laboratoire interne,</li> <li>• eaux sanitaires.</li> </ul>							
<b>Localisation et données du Forage :</b>							
Localisation		N° installation CAP Sise Eaux			Code BRGM		
THEIX Commune de SAINT-GENES-CHAMPANELLE		063007383			BSS004BXGS		
Nb : le forage se situe à l'intérieur du site SLVA.							
L'AP n°20231753 du 13 octobre 2023 fixe les points suivants :							
L'ouvrage dénommé F1 est situé dans l'enceinte de l'entreprise au point de coordonnées suivant :							
Masse d'eau	Désignation	X en m (Lambert 93)	Y en m (Lambert 93)	Z en m (NGF)	Débit maximum instantané	Volume journalier maximum	Volume annuel maximum
GG134	Forage F1	653 250	2078532	+ 805	Débit d'exploit-	1 100 m³	360 000 m³

Bassin versant socle Allier aval					tation potentiel 63 m³/h		
----------------------------------	--	--	--	--	--------------------------	--	--

La Société Laitière des Volcans d'Auvergne utilise préférentiellement l'eau prélevée par le forage. Le réseau public n'est utilisé qu'en secours et en cas de faible niveau d'eau dans le forage privé et en substitution en cas d'un dysfonctionnement ou de maintenance sur les équipements du forage. Le volume cumulé des eaux prélevées et l'eau du réseau public ne dépasse pas 360 000 m³.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2026, Prélèvement d'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».</p> <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conformité :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement et les résultats de ces mesures (consommations) sont portés sur un registre informatisé qui a été présenté à l'inspecteur ICPE le jour de l'inspection.</p> <p><b>En 2025 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la consommation totale « forage » : 194 819 m³ soit une moyenne de 533 m³/j</li> <li>la consommation réseau AEP : 3333 m³ soit une moyenne de 9,1 m³/j</li> <li>prélèvement total : 198152 m³</li> </ul> <p><b>Nb : en 2024 (source : déclaration GEREP)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la consommation totale « forage » : 196 518 m³ soit une moyenne de 538 m³/j</li> <li>la consommation réseau AEP : 1206 m³ soit une moyenne de 3,3 m³/j</li> <li>prélèvement total : 197 724 m³</li> </ul> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2026, Prévention pollution de l'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'arrêté d'autorisation fixe, en tant que de besoin, les dispositions à prendre pour la réalisation et l'entretien des ouvrages de prélèvement. « Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conformité :</b></p>

<p>L'AP (ARS) n°20211754 du 24 septembre 2021 fixe, les mesures de protection de la ressource, les délais et les dispositions de réalisation de l'ouvrage, les conditions d'utilisation de l'ouvrage (analyse d'autosurveillance bactériologique et chimique, le suivi piézométrique), le plan de recellement des installations à transmettre au Préfet au terme des travaux, les conditions d'exploitation des ouvrages et des installations de production et distribution des eaux prélevées.</p> <p>Les installations sont munies de dispositifs de disconnexion afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Ouvrages Eau Agri Agro

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 17</p>
<p><b>Thèmes :</b> Actions nationales 2026, Cessation du forage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, sauf autorisation explicite dans l'arrêté d'autorisation, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conformité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• aucun risque de mettre en communication des nappes d'eaux distinctes (une seule nappe d'eau : Tourtour),</li> <li>• aucun stockage de substances dangereuses à proximité immédiate des installations qui sont protégées dans un local isolé,</li> <li>• pas de cessation d'utilisation du forage,</li> <li>• suivi piézométrique de la nappe depuis 2021 avec relevés journaliers.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Ouvrages Eau Agri Agro

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8</p>
<p><b>Thèmes :</b> Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m<sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conformité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le forage a été construit selon les règles de l'art (margelle bétonnée d'environ 9m<sup>2</sup>)</li> <li>• le forage est placé dans un local dédié de 2 mètres sous plafond, fermé et à l'abri des intempéries (inondation) et des risques des pollutions.</li> </ul>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 6 : Ouvrages Eau Agri Agro**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
<b>Prescription contrôlée :</b>  La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.
<b>Constats :</b>  <b>Conformité :</b> La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève à plus de 0,25 m au-dessus de la dalle bétonnée située à l'intérieur du local forage. Cette tête est située dans un local lui-même étanche.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Ouvrages Eau Agri Agro**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
<b>Prescription contrôlée :</b> Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.
<b>Constats :</b>  <b>Conformité :</b> Le forage est placé à l'intérieur d'un local spécifique, étanche, fermé et interdit d'accès au personnel non chargé de sa maintenance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Ouvrages Eau Agri Agro**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2026, Déclaration GERP
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/an ;</li></ul>
<b>Constats :</b>

**Conformité :**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journallement et les résultats de ces mesures (consommations) sont portés sur un registre informatisé qui a été présenté à l'inspecteur ICPE le jour de l'inspection. L'exploitant procède chaque année aux déclarations des consommations via GEREP

**En 2024 (source : déclaration GEREP)**

- la consommation totale « forage » : 196518 m<sup>3</sup> soit une moyenne de 538 m<sup>3</sup>/j
- la consommation réseau AEP : 1206 m<sup>3</sup> soit une moyenne de 3,3 m<sup>3</sup>/j
- prélèvement total : 197 724 m<sup>3</sup>

**Type de suites proposées :** Sans suite